L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS DIMANCHE MATIN, 27 SEPTEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBBY,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

VOIR VEILLÉE DU MATIN
DIMANCHE MATIN, 27 SEPTEMBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT :
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT :
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à 9 heures P. M., à nos entrepôts, situés rue Bas-Annes, entre ruelles Roys'e et Bourbon—Un lot de meubles et un wagon.—Et à 10 heures et demie du matin, sur les lieux, les meubles, propriétés et effets mobiliers, qui se trouvent dans la boutique de meubles, usine et la fonderie de J. F. Fourer, située rue Front Levée, entre ruelles Julie et Notre-Dame.

Par Vincent & Co, à 10 heures, au No 111, rue de Chartres—600 tons de marchandises sèches fraîches et de nouveau genre, consistant en articles de mode, etc., etc., etc. Voyez l'annonce.

Par Louis Stern & Bros, au No 36 de la rue du Camp—200 caisses bottes, souliers, brodequins, balmorals et compagnie.

Par J. Déjoie Jr, au No 122 de la rue Gravier, coin Carondelet—meubles, tapis, miroirs, &c.

Adhésion aux souscriptions et obsèques du Hon. Ernest Turpin, 92 Vieille-Levée.

ATTENTION!!

Le shérif va faire vendre, à 10 1/2 heures A. M., sur les bords, rue Front Levée, entre celles Julie et Notre-Dame, Frontier District, à l'appréciation de connus et effets mobiliers, et à 3 heures P. M., à nos entrepôts, rue Bas-Annes, entre les ruelles Roys'e et Bourbon, Deuxième District, d'un lot de meubles, etc., connu en wag on.

Marchandises fâchées.—Par grand stock de marchandises sèches et de "notions," de MM. SARRAT & CO, No 111, rue de Chartres, sera vendu, sans réserve, demain lundi, par Vincent & Co, commissaires. Voyez l'annonce.

Meubles.—M. J. Déjoie Jr., commissaire, vendra lundi 28 à 10 heures, à 11 heures, à nos nouvel établissement d'encan, rue Gravier No 122, au coin de la rue Carondelet, des meubles de maison de tout genre, des tapis, glaces, etc, pour le compte de qui il appartiendra. La vente aura lieu sans réserve. Il sera vendu à la fois une place et entièrement garnie. A coffre-forts, des lits de toutes sortes de bois, et 30 bonnes bouteur pour écrire debout et seuls, tables de cabinet, etc. Voyez l'annonce.

On trouvera la liste des lettres à la 2me page.

Des Gages.

L'agitation qui s'est produite pendant les derniers jours de cette semaine, a amené un changement de ton dans le langage de quelques-uns des démissionnaires. Plusieurs d'entre eux se sont prononcés en faveur du suffrage réellement universel, c'est-à-dire de la suppression des exclusions prononcées contre un grand nombre de blancs. Vendredi dernier, M. Dunn, lieutenant-gouverneur et président du Sénat, a fait un appel à la modération et à la constitution, et, dans le même discours, le Sénat a demandé un comité pour s'enquérir des abus allégués contre le Bureau d'enregistrement, et il a renvoyé à lundi le projet en considération finale d'un bill pour amender la loi actuelle.

Tout cela est bel et bon, mais des paroles ne suffisent pas; car nos sénateurs peuvent vouloir faire preuve patience aux désorcenés, gagner de temps et accumuler l'élection au profit de leurs candidats. Ce que les démocrates demandent c'est de pouvoir exercer librement les droits politiques que leur garantit la Constitution fédérale elle-même, et pour cela il faut plusieurs choses :

1e L'adoption du bill de M. Bacon qui est fixé pour demain à l'ordre du jour du Sénat, bill qui modifie la loi d'enregistrement en permettant à tout citoyen déjà enregistré de voter à l'élection présidentielle.

2e La destitution de MM. Baker et Ferguson et le retrait de leurs instructions sur l'enregistrement;

3e La nomination de commissaires d'enregistrement et de préposés honnêtes et impartiaux et qui soient disposés à remplir leurs fonctions en se conformant à la Constitution, aux lois, et à l'équité.

4e Le soutien par la Législature du veto du gouverneur contre le bill dit d'égalité sociale.

Si ces quatre conditions ne sont pas remplies immédiatement, il restera acquis que le parti radical veut perpétuer son usurpation en privant la majorité des électeurs du droit de prendre part à l'élection. Les moyens judiciaires seront en effet, insuffisants à apporter un remède à une telle situation, à cause des délais qu'ils entraînent. Il appartiendra donc au peuple d'aviser aux mesures les plus convenables pour assurer l'exercice de ses droits. Nous attendrons la décision de la Législature sur ce point, avant de donner notre conseil. Mais il faut que cette décision soit immédiate, car les électeurs dont l'inscription sera arbitrairement refusée aux bureaux d'enregistrement pourraient bien ne prendre conseil que de leur légitime indignation. Que MM. Dunn, Ray et autres emploient donc toute leur influence pour faire passer dans les actes les belles intentions dont ils font parade dans leurs discours; il n'y a pas de temps à perdre, la corde de la patience publique est aussi tendue qu'elle peut l'être.

LE BILL DE M. BACON
SUR L'ENREGISTREMENT.

La loi actuelle sur l'enregistrement exige que chaque citoyen ayant le droit de voter se fasse enregistrer à nouveau. Or, il est matériellement impossible que l'on puisse enregistrer d'ici au 24 octobre les 110,000 ou 120,000 électeurs de l'Etat, surtout en observant les règlements émis par le bureau. Si la Législature a réellement le désir que le peuple de la Louisiane vote à l'élection présidentielle, il faut, de toute nécessité, qu'elle modifie la loi.

Le bill présenté au Sénat par M. Bacon, un des rares démocrates qui n'ont pas encore été expulsés, nous paraît répondre aussi bien que possible aux nécessités de la situation, tout en respectant les dispositions de l'art. 99 de la Constitution.

Ce bill propose d'admettre à voter tous ceux qui sont déjà enregistrés, avec des précautions pour garantir l'observation des prescriptions de l'art. 99 de la Constitution. C'est tout ce que les radicaux peuvent raisonnablement demander. En adoptant ce bill, ils ne feront aucune concession contraire à la lettre et à l'esprit de la Constitution, et ils donneront un gage de leur sincère désir d'avoir une élection loyale, à la quelle pourront participer tous les citoyens aux quels la Constitution accorde et garantit le droit de vote. La dernière section du bill interdit aux enregistreurs et aux préposés toute interprétation fantaisiste des textes de genre de celles que M. Baker s'est permise, ce qui est de toute justice.

Réunion des Résidents Etrangers

On a vu, par une annonce insérée dans nos colonnes, qu'une assemblée des résidents étrangers est convoquée pour aujourd'hui, à midi, dans le local de la Halle Allemande au coin de la rue Bienville et du Passage de la Bourse.

Les circonstances sont graves, plus graves peut-être en ce moment qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1860. Les passions politiques sont montées à un diapason tel que la moindre étincelle peut amener une conflagration générale. Dans l'état actuel des choses, il est tout naturel que les étrangers se réunissent et se concertent en vue d'obtenir pour leurs personnes et pour leurs propriétés menacées une protection que les autorités de l'Etat et la police locale sont impuissantes à leur assurer.

Nous engageons les résidents étrangers à répondre à l'appel qui leur est fait et à délibérer entre eux sur la méthode la plus convenable à employer pour se mettre à l'abri des dangers qui menacent tous les habitants paisibles et laborieux de la Nouvelle Orléans sans distinction de nationalité et de race. Les événements qui se sont passés mardi soir ont, en effet, prouvé que les émeutiers radicaux ne s'inquiètent pas de la nationalité des gens, avant de se livrer au meurtre, au pillage et à l'incendie, car des étrangers aussi bien que des nuits blanc ou de couleur et des citoyens naturalisés ont été victimes de leurs actes de violence.

CONCERT ET BAL AUX FAIR GROUNDS.—Il y aura, aujourd'hui, une grande fête aux Fair Grounds donnée par la célèbre bande de Jaeger avec l'assistance de la section des "Turner (Gymnasiums." Il y aura des Courses, un Concert et un grand Bal avec illumination. Voir le programme dans les colonnes d'annonces.

THÉATRE NATIONAL. — La Société dramatique de secours de la Nouvelle-Orléans donnera, le lundi, 1er octobre, à ce théâtre, une représentation au bénéfice de l'Asile St Joseph, pour les Orphelins et Orphelines catholiques allemands. On jouera : *Our wife or the rose of Aimeri*, drame en 2 actes, et le vaudeville *If I had a thousand a year*.

On lit dans un journal parisien :

M. Lissagaray est en bonne voie de rétablissement. Il a pu se lever, et les médecins croient pouvoir assurer qu'il sera bientôt en état de reprendre sa plume.

AFFRANCHISSEMENT POUR ST-PIERRE MARTINIQUE. — L'affranchissement d'un journal pour St-Pierre Martinique est de cinq cents. La poste a remis dans notre boîte un numéro de l'*Abeille* du 12 août adressé à M. Gloumeau par une personne de la Nouvelle-Orléans, ce numéro ne portant qu'un timbre de deux cents.

ENREGISTREMENT. — On trouvera à la troisième page le texte de l'art. 99 de la Constitution et de la loi sur l'enregistrement.

ELECTIONS A LA CONVENTION.—On trouvera dans la colonne des annonces politiques, à la seconde page, tous les avis du Comité de paroisse relatifs à l'élection qui doit avoir lieu demain pour nommer des délégués à la Convention démocratique.

Seconde page.

On trouvera sur la Seconde page du journal le feuilleton, une correspondance de France, des faits divers, et des annonces politiques et autres.

MODES ET ARTICLES DE MODE.—La maison W. Dauphin, 150 rue du Canal, a reçu récemment un grand assortiment de pailles d'Italie et d'Angleterre, de toutes dimensions, de chapeaux pour dames et demoiselles, de crêpes, tulles, dentelles, parures, coiffures et garnitures. Elle a réduit le prix de ses fleurs, pour les éconlement rapidement afin de faire place au nouveau stock qu'elle attend. Nous engageons les dames et les modistes à visiter les magasins de cette maison. Voir l'annonce.

Veto du Gouverneur
SUR LE
BILL D'EGALITE SOCIALE.

Le gouverneur Warmoth a renvoyé hier matin à la Chambre des Représentants le bill des droits civils ou de l'égalité sociale, avec son veto. Ce bill ne peut devenir loi qu'avec un vote dans deux tiers dans les deux Chambres. Nous espérons que les sénateurs qui ont montré récemment de si bonnes dispositions voteront contre ce monstrueux, et nous comptons que les journaux du sud avaient donné au début trois noms : Desforges, Forrest et Preston, et que notre rapporteur a copié le nom sur le procès-verbal d'enquête de cet orgnne.

A M. l'Editeur de l'*Abeille*,

Nlle Orléans, 26 septembre 1868.

Votre rapporteur a fait une erreur en annonçant ce faisant annoncer dans votre journal de ce jour, au sujet de l'affaire de M. Arthur Gaudin que Edward Fourès avait été tué, quand il aurait dû voir dans toute les gazettes de la ville que c'était Edw. Fourès. La famille Fourès est la seule qui existât en Louisiane. Veuillez, je vous prie, faire cesser cette erreur.

Votre dévoué serviteur. J. K. FOURES.

LE BILL D'EGALITE SOCIALE.—Le gouverneur Warmoth a mis son veto sur le bill d'égalité sociale, et l'opinion a pas près généralement que le bill aura difficilement le vote des deux tiers requis pour qu'il devienne loi.

OUTRAGES DU BUREAU D'ENREGISTREMENT. —Ce bureau vient d'être l'objet d'un nouvel outrage. Le N. H. Cooley, juge de la 5e Cour de District, le juge Cooley a adressé une pétition au juge Lésamont de la 5e Cour de District, exposant les qualités de Jean Brit. Il y a une contestation, prêté le serment de la Constitution d'Etat et le refus du Bureau de l'inscrire simplement parceque le juge Cooley a refusé de répondre à la question faite sur le nom de la paroisse où il est né.

Le juge Lésamont a ordonné un writ de mandamus, sur cette demande du pétitionnaire ou qu'il fût montré pourquoi il n'y serait pas fait droit, lundi prochain 28 à 11 heures.

LA DÉLÉGATION DE ST-LOUIS.—Les délégués de cette ville sont partis hier soir, après avoir reçu les toute sorte d'attentions de la part des habitants et des divers clubs; particulièrement des clubs "Chevaliers de Blair," "Constitution" et "Hancock."

CLUB DÉMOCRATIQUE DES EX SOLDATS ET MARINS UNIONISTES.—Ce club s'est réuni hier soir dans la salle Hancock, rue du Canal—200 membres étaient présents. Nos amis ont déjà rempli les colonnes qui ne sont jamais appliquées et qui ne le seront jamais, jusqu'à ce que l'opinion publique s'élève jusqu'à leur niveau. L'histoire de mardi est pleine d'exemples de ce genre, où des actes qui ne sont pas en eux-mêmes criminels ont été vraisemblement dictés par l'esprit de parti et où c'est l'autorité qui a négligé de remplir les vrais crimes comme sans conséquence.

Nous retombons dans la législation d'un siècle moins éclairé lorsque nous cherchons à faire d'un acte qui est une violation de la loi, de l'ordre et de la paix civile, une violation de la paix et de la dignité de l'Etat. On ne saurait trop se rappeler que tout ce pouvoir ne peut être donné sans que les lois, des questions de relations personnelles, nous pouvons encore moins espérer imposer, à ceux qui ne peuvent pas comprendre nos, une opinion sur ce qui est humain, courtois ou chrétien. Des concessions, des égards mutuels, la noble croyance dans la fraternité doivent s'appuyer sur quelque chose de plus élevé que la crainte du châtiment; les pénalités ne sauraient les faire naître.

Quant aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur, il ne faut pas oublier que la Constitution des Etats-Unis a seulement laissé au congrès national le soin d'établir des réglements de commerce entre les différents Etats. Le but qu'elle se proposait en donnant ce pouvoir au Congrès était évidemment de prévenir la confusion et la législation de l'ignorance de l'Etat sur des sujets de ce genre. Nous voyons les bienfaits de cette clause à mesure que les moyens de transport augmentent et s'améliorent. Le droit même de la Législature sur ce point s'établissant clairement aucune distinction entre les chemins de fer et les bateaux à vapeur qui font le service dans les limites de l'Etat et ceux qui sortent une partie de leur route s'étendant au delà de ces limites. Il n'est pas besoin de dire que notre juridiction, en matière criminelle, ne peut aller au delà de nos limites ni, pour ce rapport, la loi me semble impolitique, de nature à amener une confusion et des différends inutiles.

On ne pouvait guère trouver une occasion meme favorable pour mettre à l'épreuve ces expériences de ce genre, pour une législation qu'aucun précédent n'est encore venu sanctionner. Au milieu d'une campagne électorale qui excite des passions, au moment où les ressentiments qu'ont fait naître une longue guerre et des changements subits dans les affaires sont à leur paroxysme, à l'époque où les préjugés de races se montrent dans leur intensité, on vient nous proposer de faire exécuter, à l'aide de police, ce qui, en pratique, est une loi de classe, de manière et de conditions sociales, une confusion de classe. Cette loi, à mon avis, n'atteindrait pas le but que l'auteur semble se proposer, elle aurait un effet contraire. Les barrières qui dépendent des races, loin de tomber devant elle, s'élèveraient davantage, s'élargiraient, acquéreraient plus de force. Tant que cette séparation sera maintenue, tant que de la haie, de l'ordre et de la prospérité ne sauront pas en Louisiane où la concorde est essentielle, les droits des affranchis seront en danger.

Les préjugés sur lesquels reposent cette séparation n'ont pour eux ni la raison ni la nature, ils s'élèvent assurément à la dance influence du temps, à moins qu'ils ne soient constamment réveillés. En attendant cette époque, chacun, l'homme de couleur et le blanc sont également protégés par la Constitution qui leur garantit le maintenance de leurs droits civils et politiques; c'est là qu'ils trouveront le remède lorsque ces droits seront violés.

Les tribunaux sont ouverts pour tous; la loi qui régit les cours nationales régit celles de l'Etat. Les juges des cours d'Etat et jouis officiers sont tenus également de faire leur devoir. Les hommes de couleur et les blancs constituent les jurés. Les affranchis sages n'en désirent pas davantage; ils blâmeront plutôt que de violer la loi, ou, sous d'autorité leur position, se fait que rendre plus vive et tenace la haine des anciens maîtres de leur race, leur fournissent des armes pour attaquer les droits que les hommes de couleur ont déjà acquis.

En vous renvoyant ce bill, sans l'avoir signé, je n'ai pas besoin de vous dire que je suis prêt à veiller, en tant que j'aurai le pouvoir, à ce que chacun obéisse à la nouvelle Constitution telle qu'elle existe. C'est mon désir et mon devoir ; mais croyant que la loi que vous m'avez transmise est inutile et imprudente, convaincu qu'elle serait suivie d'une désorganisation publique et redirait encore plus grande des distinctions que le temps et des idées plus catholiques en matière de relations personnelles ne peuvent manquer d'effacer, je crois devoir refuser d'y apposer ma signature.

W. C. WARMOTH,
Gouverneur de la Louisiane.

CHRONIQUE LOCALE.

AFFAIRE OU MEURTRE AU MARCHÉ AUX LÉGUMES. — *Cor mention de l'enquête.* — Rose Ninaud (c), demeurant rue Ste-Anne, entre Dauphine et Bourgogne, appelée à déposer, prête serment et dit : " Hier matin, de bonne heure, M. Guérin prenait du café avec moi, quand M. Edouard passa près de lui, et M. Guérin l'appela comme s'il eut appelé un ami. J'ai entendu qu'il lui a dit : Dis-moi la vérité (c'était en français). En même temps le paraissaient tous deux très excités. J'entendis alors M. Guérin dire à Edouard : Allez-vous-en, je ne veux rien avoir à faire avec vous. Alors Edouard fut du côté de la rue St-Philippe et je lui dis de ne faire aucune attention à ce que Guérin lui avait dit, parce qu'il était dérangé, je veux dire ivre. Après cela, Edouard s'en fut et Guérin aussi. Un moment après, M. Guérin revint et dit : Je vais prendre les clefs et m'en aller chez moi pour me reposer. Et sur mon chemin il vit Edouard avec un officier de police et un autre gentleman qui s'avançaient de son côté "

L'officier Gustave C. Marigny, officier de police No 319 de Second District, demeurant rue d'Amour, No 575, 3me District, fait la déclaration suivante :

Hier matin, vers 8 heures et demie, l'officier Young vint à moi au marché aux légumes et me demanda si j'avais quelques chevrettes à lui donner, je lui dis que non pour le moment, que Edouard l'approcha pour lui dire qu'il avait besoin de lui. Il partit donc avec Edouard et cinq minutes après je les vis tous deux ensemble. Je courus jusqu'à la table de Rose et je vis Young, blanc comme un drap, appuyé contre une table. Il ne pouvait parler. Je lui demandai ce qu'il y avait. Il me dit que ce n'était rien qu'un coup tiré en l'air. Après cela, Mme Simon me dit de passer de l'autre côté et que je verrais M. Edouard. Je le vis dans la rue St-Philippe, je ne vis pas Guérin. Je retournai sur la Levée où je ne le vis pas davantage. C'est d'Edouard où on me dit de courir au marché aux légumes. Il était tombé près de la table de Langston. Je m'y transportai avec l'officier Trégnier et je trouvai que Edouard était encore mourant. Il ne pouvait parler. Je n'ai pas vu l'officier Young. Après cela, je fus à la station faire mon rapport au sieur et au sergent. J'ai connu M. Edouard plus pour voir l'homme. Il me dit que ce qu'il y avait de mieux à faire était d'avoir une voiture et de porter la fusée. Lorsqu'on me dit de la porter la fusée, ce que je fis avec l'aide de l'officier Trépagnier.

Nous, membres du jury, après avoir entendu les dépositions des témoins et avoir pris connaissance de l'examen du corps fait par l'avocat de ville, nous rendons le verdict qu'Edouard Forrest a été tué par un coup de pistolet, la balle pénétrant dans le côté gauche en traversant entre la 10e et la 11e côte, et enlevant un morceau de l'artère abdominale ; le résultat de cette blessure ayant été une grande hémorrhagie intérieure et la mort ; la dite blessure ayant été faite par un nommé Arthur Guérin le 25 septembre 1868, à 7 heures du matin, à ce qu'on peut supposer. (Suivent les signatures.)

Nous n'avons pas besoin de faire remarquer les contradictions nombreuses dans les quelles sont tombés les différents témoins par le serment de la cour. Tout est incohérent incohérent dans l'ensemble de leurs dépositions. Le plus sérieux témoignage concernant l'heure où le meurtre a été commis.

Il est clair d'après cela que Guérin aurait pu, dans des circonstances ordinaires, se constituer spontanément prisonnier, car nous ne voyons pas qu'il ait cru à nécessité de fuir. Mais l'excitation des nègres était assez grande pour lui faire redouter un de ces jugements impitoyables, que la raison condamne sans pouvoir les empêcher : c'est, en effet, le nom qu'il a donné à la vengeance sommaire que les nègres exercent de leur propre autorité.

REDDITION.—Nous apprenons du député shérif, M. Dick, qu'Arthur Guérin, accusé d'avoir tué l'homme de couleur Forrest au Marché français, vendredi dernier, dans la matinée, s'est rendu hier soir aux autorités civiles de la paroisse d'Orléans, et qu'il est maintenant écroué à la prison de paroisse.

L'ENQUÊTE DEVANT LE CORONER.— En indiquant, hier, la composition du jury d'enquête, nous avons dit que parmi les membres du jury il y avait un étranger : nous n'entendions parler que la langue maternelle. Le coroner est son député nous font savoir que cet étranger en question est un Allemand qui ne parle que très imparfaitement l'anglais. Les témoins entendus aujourd'hui ont déposé longtemps et qu'ils ont toujours soin de demander aux membres du jury si le sont citoyens avant de les admettre à siéger.

LES FUNÉRAILLES DE FORREST.—Le lieutenant Schonecker avait notifié au chef de police que les funérailles de Edward Forrest, homme de couleur tué au marché aux légumes auraient lieu hier à 4 heures et que les divers clubs de couleur, en habit, en voitures, y assisteraient. La route de la procession devait être les rues Amour et des Remparts, jusqu'à la chapelle, au coin des rues Remparts et Conti, et de là au cimetière St-Louis. Le programme a été exécuté en plein et sans aucun désordre.

LE NOM DU MULATRE TUÉ—Nous recevons de M. J. E. Fourès une réclamation au sujet de l'orthographe donné dans l'*Abeille* au nom du voltigeur Edouard Fourès. Nous l'espérons, les journaux du sud avaient donné au défunt trois noms : Desforges, Forrest et Preston, et que notre rapporteur a copié le nom sur le procès-verbal d'enquête du coroner.

A M. l'Editeur de l'*Abeille*,

Nlle Orléans, 26 septembre 1868.

Votre rapporteur a fait une erreur en annonçant ce faisant annoncer dans votre journal de ce jour, au sujet de l'affaire de M. Arthur Gaudin que Edward Fourès avait été tué, quand il aurait dû voir dans toute les gazettes de la ville que c'était Edw. Fourès. La famille Fourès est la seule qui existât en Louisiane. Veuillez, je vous prie, faire cesser cette erreur.

Votre dévoué serviteur. J. K. FOURES.

LE BILL D'ÉGALITÉ SOCIALE—Le gouverneur Warmoth a mis son veto sur le bill d'égalité sociale, et l'opinion a pas près généralement que le bill aura difficilement le vote des deux tiers requis pour qu'il devienne loi.

OUTRAGES DU BUREAU D'ENREGISTREMENT. —Ce bureau vient d'être l'objet d'un nouvel outrage. Le N. H. Cooley, juge de la 5e Cour de District, le juge Cooley a adressé une pétition au juge Lésamont de la 5e Cour de District, exposant les qualités de Jean Brit. Il y a une contestation, prêté le serment de la Constitution d'Etat et le refus du Bureau de l'inscrire simplement parceque le juge Cooley a refusé de répondre à la question faite sur le nom de la paroisse où il est né.

Le juge Lésamont a ordonné un writ de mandamus, sur cette demande du pétitionnaire ou qu'il fût montré pourquoi il n'y serait pas fait droit, lundi prochain 28 à 11 heures.

LA DÉLÉGATION DE ST-LOUIS.—Les délégués de cette ville sont partis hier soir, après avoir reçu les toute sorte d'attentions de la part des habitants et des divers clubs; particulièrement des clubs "Chevaliers de Blair," "Constitution" et "Hancock."

CLUB DÉMOCRATIQUE DES EX SOLDATS ET MARINS UNIONISTES.—Ce club s'est réuni hier soir dans la salle Hancock, rue du Canal—200 membres étaient présents. Nos amis ont déjà rempli les colonnes qui ne sont jamais appliquées et qui ne le seront jamais, jusqu'à ce que l'opinion publique s'élève jusqu'à leur niveau. L'histoire de mardi est pleine d'exemples de ce genre, où des actes qui ne sont pas en eux-mêmes criminels ont été vraisemblement dictés par l'esprit de parti et où c'est l'autorité qui a négligé de remplir les vrais crimes comme sans conséquence.

Nous retombons dans la législation d'un siècle moins éclairé lorsque nous cherchons à faire d'un acte qui est une violation de la loi, de l'ordre et de la paix civile, une violation de la paix et de la dignité de l'Etat. On ne saurait trop se rappeler que tout ce pouvoir ne peut être donné sans que les lois, des questions de relations personnelles, nous pouvons encore moins espérer imposer, à ceux qui ne peuvent pas comprendre nos, une opinion sur ce qui est humain, courtois ou chrétien. Des concessions, des égards mutuels, la noble croyance dans la fraternité doivent s'appuyer sur quelque chose de plus élevé que la crainte du châtiment; les pénalités ne sauraient les faire naître.

Quant aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur, il ne faut pas oublier que la Constitution des Etats-Unis a seulement laissé au congrès national le soin d'établir des réglements de commerce entre les différents Etats. Le but qu'elle se proposait en donnant ce pouvoir au Congrès était évidemment de prévenir la confusion et la législation de l'ignorance de l'Etat sur des sujets de ce genre. Nous voyons les bienfaits de cette clause à mesure que les moyens de transport augmentent et s'améliorent. Le droit même de la Législature sur ce point s'établissant clairement aucune distinction entre les chemins de fer et les bateaux à vapeur qui font le service dans les limites de l'Etat et ceux qui sortent une partie de leur route s'étendant au delà de ces limites. Il n'est pas besoin de dire que notre juridiction, en matière criminelle, ne peut aller au delà de nos limites ni, pour ce rapport, la loi me semble impolitique, de nature à amener une confusion et des différends inutiles.

On ne pouvait guère trouver une occasion meme favorable pour mettre à l'épreuve ces expériences de ce genre, pour une législation qu'aucun précédent n'est encore venu sanctionner. Au milieu d'une campagne électorale qui excite des passions, au moment où les ressentiments qu'ont fait naître une longue guerre et des changements subits dans les affaires sont à leur paroxysme, à l'époque où les préjugés de races se montrent dans leur intensité, on vient nous proposer de faire exécuter, à l'aide de police, ce qui, en pratique, est une loi de classe, de manière et de conditions sociales, une confusion de classe. Cette loi, à mon avis, n'atteindrait pas le but que l'auteur semble se proposer, elle aurait un effet contraire. Les barrières qui dépendent des races, loin de tomber devant elle, s'élèveraient davantage, s'élargiraient, acquéreraient plus de force. Tant que cette séparation sera maintenue, tant que de la haie, de l'ordre et de la prospérité ne sauront pas en Louisiane où la concorde est essentielle, les droits des affranchis seront en danger.

Les préjugés sur lesquels reposent cette séparation n'ont pour eux ni la raison ni la nature, ils s'élèvent assurément à la dance influence du temps, à moins qu'ils ne soient constamment réveillés. En attendant cette époque, chacun, l'homme de couleur et le blanc sont également protégés par la Constitution qui leur garantit la maintenance de leurs droits civils et politiques; c'est là qu'ils trouveront le remède lorsque ces droits seront violés.

Les tribunaux sont ouverts pour tous; la loi qui régit les cours nationales régit celles de l'Etat. Les juges des cours d'Etat et jouis officiers sont tenus également de faire leur devoir. Les hommes de couleur et les blancs constituent les jurés. Les affranchis sages n'en désirent pas davantage; ils blâmeront plutôt que de violer la loi qui, sous d'autorité leur position, se fait que rendre plus vive et tenace la haine des anciens maîtres de leur race, leur fournissent des armes pour attaquer les droits que les hommes de couleur ont déjà acquis.

En vous renvoyant ce bill, sans l'avoir signé, je n'ai pas besoin de vous dire que je suis prêt à veiller, en tant que j'aurai le pouvoir, à ce que chacun obéisse à la nouvelle Constitution telle qu'elle existe. C'est mon désir et mon devoir ; mais croyant que la loi que vous m'avez transmise est inutile et imprudente, convaincu qu'elle serait suivie d'une désorganisation publique et redirait encore plus grande des distinctions que le temps et des idées plus catholiques en matière de relations per-

Louisville, 26.—Vendu 26 boucauts de tabac, 6 à 8.
Tarse supérieur 6 50 à 7 00. Bacon 13. Coton Mid. 23.
Whiskey ! 40.

Dépêches d'hier soir:)

Liverpool, 26, au soir. — Coton un peu plus ferme.

Chester, Pa., 26.—La barque Sunny Side, de Philadelphie pour Brême, avec un chargement d'huile, a été frappée par la foudre et a fait explosion aujourd'hui. Le pilote manque et le capitaine et l'équipage ont été grièvement échaudés.

Londres, 26.—Après un engagement très vif à Santander, les rebelles se sont réfugiés sur leur flotte. Ils sont particulièrement forts sur les bords de la mer. Deux régiments royaux ont été envoyés contre Cadix ont, dit-on, passé aux rebelles.

Washington, 26.—Le délégation législative de l'Alabama, ayant négligé d'apporter une copie authentique de la résolution en vertu de laquelle elle agit, attendra que cette copie soit envoyée.

Le gouverneur Smith est avec la délégation, par requête de la Législature, afin de consulter et d'appuyer les délégués. Il n'a aucune fonction officielle à exercer ici en conséquence avec la demande de troupes.

Il est d'opinion, cependant, que l'action de la législature, bien qu'extraordinaire dans la forme, est en harmonie avec les exigences de la circonstance présente. Les mesures prises par la Législature sont, à ce qu'il paraît, bien accueillies par le général Sheridan.

Londres 26—Madrid est tranquille mais n'est tenu que sous le signal pour la rébellion. On rapporte que la garnison a adhéré en faveur de son ville le prince des Asturies. Le général Serva est maître de Cadix.

Paris, 26 au soir—Les journaux officiels d'Espagne disent que le mouvement contre le gouvernement a échoué.

Nouvelles de Washington.

Washington, 26—Le maire Bowes et l'alderman Richards ont actionné l'*Evening Express* pour diffamation et réclament $10,000 de dommages.

On dit qu'une consultation entre le Président et Schofield a eu pour résultat la détermination de renforcer Sheridan et Meade à la fois.

La Grande Loge des Odd Fellows se rassemblera l'année prochaine à San Francisco.

Le général Sickles a passé ici en route pour New York où il va solliciter l'impression de son nouveau livre.

McCulloch a consulté à Evarts la question de savoir si les officiers judiciaires de police doivent prêter serment prescrit ou droit à un salaire pour des services passés, et si l'affranchissement politique d'hommes de couleur est légal et constitutif.

La revenue a touché pour le semaine $1,000,000 et pour le mois $4,000,000.

Le général Howard a eu une longue entrevue avec le président aujourd'hui, la première depuis nombre de mois.

Nouvelles diverses.

Atlanta, 26.—Le bill du Sénat déclarant les nègres indigibles aux places, est à l'ordre du jour du lundi.

Le comité de la Chambre sur l'état de la République, a fait un rapport à la Législature qui a été approuvé unanimité. Le rapport dit : Nombre de questions qui ont agité le pays pendant deux années, ont été décidées par les arbitrages de cette année, et qui ont été soumis avec le peuple de la Géorgie, ne comme avec le peuple des autres Etats composent le gouvernement de *facto* de la Confédération a acquiescé aux conséquences de la guerre. Les choses sont

Vues en croyant au droit de l'Etat à rentrer dans l'Union à des conditions d'égalité avec les autres membres de l'Union, les privilèges et les immunités de la Constitution étant toujours protégés par la Constitution, le peuple a acquiescé au plan de reconstruction jugé nécessaire et prescrit par le président, bien que la ratification imposées aux meilleurs citoyens fussent regardées comme injustes et oppressives. L'état passivement la résistance a obtenu de la part de Georgie s'est mis à organiser un gouvernement d'Etat en harmonie avec les termes du plan de reconstruction du Président, en remplissant les conditions de la ratification de l'émancipation des esclaves, à la répudiation des obligations de l'Etat, et à la reconnaissance de la validité de la dette publique des Etats-Unis.

La reconstruction sous le plan congressionnel est un fait accompli ; notre représentation établie et le plan a été admise au Congrès des Etats-Unis.

Nous répouvons hautement le caractère révolutionnaire de plusieurs sections qui ont été adoptées et enflammant mal à propos les préjugés et les passions des deux races.

Nous répouvons les efforts pervertis de ces feuilles publiques et des adresses publique faites dans le but de soulever la race nègre contre la race blanche ; nous répouvons les accusations de haine qui ont été faites contre la race blanche est supposée vouloir refuser à la race noire.

Nous regrettons que des hommes parmi nous aient cherché et saisi avec empressement les faits, mettant leur imagination en frais pour trouver matière à publication, donnant au monde des tissus de fausseté tendant à produire la défiance et la mauvaise impression qu'il n'a pas de protection pour les personnes et les propriétés et pas de sécurité pour la vie et la liberté dans cet Etat.

Nous affirmons que c'est le fait de la race blanche de cet Etat de protéger fidèlement la race nègre dans la jouissance de tous les droits, privilèges et immunités qui lui sont garantis par la Constitution et les lois des Etats-Unis et par la Constitution et les lois de cet Etat. Nous affirmons qu'il n'y a dans aucune partie de cet Etat le moindre projet d'anéantir le droit ou la sécurité personnelle du peuple à l'assemblée pour l'examen de toute manière ou d'obstruer aucune portion du peuple dans le libre exercice de tout autre droit ou privilèges constitutionnel.

On a répondu comme suit aux efforts faits pour emprunter de l'argent sur le crédit de l'Etat de Georgie :

New-York, 19 septembre 1868.

A ——, ou sier, Atlanta (Ge) :

La négociation proposée est une de celles que dans des temps plus heureux et plus calmes nous aurions été charmé d'entreprendre, mais dans l'état actuel des choses politiques et commerciales, notre bureau est opposé à ce que nous prenions aucun risque en dehors du cercle des transactions ordinaires.

Signé : J. L. WORTH, caissier,
Banque nationale du Port.

Le général Meade est revenu du Nord.

Nouvelles des Passes.

Passe du Sud Ouest, 26, 6 p. M.—Arrivé, la goélette Angelina, en 6 jours d'Utilla, avec tres de New-York, avec fret et passagers. Pas de départs.

Nouvelles des rivières.

St-Louis, 26—7 pieds d'eau dans le chenal, et la rivière monte.

Pittsburg, 26—9 pieds d'eau dans le chenal, et la rivière monte.

Louisville, 26.—La rivière monte vite avec 10 pieds 7 pouces dans le canal. Temps clair et agréable.

Marchés américains.

La Havane, 23—Sucre inactif. Nos 10 et 12 de 7 1/4 à 7 3/4. Mélasse lourde. Graines fermes à 19 3/4. Farine calme de 11 1/2 à 13.

New-York, 26—Coton ferme. Vendu aujourd'hui 900 balles. Mid. 25 1/2 ; farine lourde. Blé en baisse. Maïs d'un cent en baisse. Whiskey ferme à 1 25. Graines lourde. Fret plus ferme.

New-York, 26—Argent facile. Etat des banques, favorable. Sterling calme à 8 3/4 à 9. Or, ferme à 142 et 142 1/8 demandé. Fonds publics inactifs. Bons de l'Etat fermes.

New York, 26—9 30 : 113 7/8 ; 10-10 : 104 5/8.

L'état des banques accuse une augmentation de $6,000 dans les prêts de $2,448,000 ; une diminution de $2,052,000 dans les espèces ; une augmentation de $6,000 dans la circulation ; une diminution de $756,000 dans les dépôts, et une diminution de $185,000.

Mobile, 26.—Coton ferme. Tendance à la hausse. Vendu aujourd'hui 700 balles. Middling 22. Reçu 625 balles. Exporté 655.

Cincinnati, 26—Farine inactive et sans changement. Porc 28. Graines 19. Beurre 35. Fromage 16 à 18. Pommes 3.00. Sucre 12 1/2 à 15 1/2.

St Louis, 26.—Tabac 7.25. Farine supérfine 5.20. Maïs 95. Avoine 51. Graisse 19. Whisky 1.50.

Les journaux commentent les discours conciliants de Reverdy Johnson en Angleterre et répondent de tous côtés les bruits d'alliance entre la Russie et les Etats Unis :

La diplomatie russe, dit l'*International*, en traitant les rapports les plus intimes avec le cabinet de Washington. Nous tenons de la meilleure source que le prince Gortschakoff, dernièrement séjour en Allemagne, a échangé plusieurs dépêches importantes avec M. Seward.

On lit dans une correspondance de Madrid, 31 août, adressée au *Journal de Bruxelles* :

Des lettres de Cuba, d'une source très autorisée, annoncent comme un fait accomp